

Le ministre de l'Agriculture répond aux éleveurs bretons

Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie s'est ingénié à assurer les éleveurs bretons du soutien de l'État, mardi, à l'occasion d'une journée consacrée à la production laitière à Rennes.



« La mère des batailles, c'est de redonner de la valeur à notre alimentation », a martelé le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie aux éleveurs bretons. Photo AFP

● Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie a assuré, mardi, aux éleveurs bretons qu'il avait bien entendu leurs inquiétudes, en référence à cette lettre ouverte adressée par les chambres d'agriculture de Bretagne, la semaine dernière. Alors que des acteurs de la filière laitière régionale se penchaient, à Rennes, sur l'avenir de la production laitière, le ministre est intervenu en visio depuis Paris. « La mère des batailles, c'est de redonner de la valeur à notre alimentation », a-t-il signifié, critiquant un projet politique de certains de ses prédécesseurs qui, « en 2008, avait contribué à obérer les revenus des agriculteurs au nom du pouvoir d'achat des Français ». Outre l'idée que les Français, mais

aussi l'État et les collectivités en restauration collective, devront accepter de payer le juste prix, le ministre a redit que le soutien aux productions agricoles passait par des « outils de régulation » comme la loi Egalim 2.

« Je me battraï pour cette rémunération »

« Elle donne des outils pour vous battre dans les négociations commerciales avec les industriels transformateurs et la grande distribution », a-t-il certifié. Il a notamment insisté sur « l'introduction de la non-discrimination tarifaire en faveur d'un changement

d'état d'esprit des distributeurs ». « Je me battraï pour cette rémunération et donc pour l'investissement dans les exploitations et l'installation de jeunes éleveurs », a-t-il ajouté.

Alors que la France prendra, en janvier 2022, la présidence de l'Union européenne, Julien Denormandie a promis qu'il défendrait « une vision de transition mais aussi de production, car c'est un non-sens, ces importations, en termes de souveraineté et d'environnement ». Une allusion au fait que, selon lui, « la part de matière agricole française dans un chariot moyen de consommateur est de 7 % ».